

MAIRIE de MIOS



Ville de Mios
Hôtel de ville
Place du XI Novembre
33 380 MIOS

PROJET D'EXTENSION DU CLUB DU 3^{ème} AGE

Allée de la Plage
33 380 MIOS

CCTP 00 LOT PRESCRIPTIONS COMMUNES

C a b i n e t K R I E G E R a r c h i t e c t e s

36, rue du 14 juillet
33260 LA TESTE DE BUCH
Tél : 05 57 15 15 25 - Fax : 05 57 15 15 30

LOT - PRESCRIPTIONS COMMUNES

SOMMAIRE

1. INDICATIONS GÉNÉRALES	
2. RENSEIGNEMENTS	
3. ÉTUDES D'EXÉCUTION	
4. PRÉSENTATION DE L'OFFRE	
5. RÉGLEMENTATION ET RÈGLES DE L'ART	
5.1. TEXTES LÉGISLATIFS	
5.2. TEXTES RÉGLEMENTAIRES	
5.3. RÈGLES TECHNIQUES	
5.4. AUTRES DOCUMENTS	
6. ESSAIS ET CONTRÔLE TECHNIQUE DE L'OUVRAGE	
7. VÉRIFICATION DES COTES	
8. RÉSERVATIONS DES TROUS DES SCELLEMENTS ET RACCORDS DANS LES BÉTONS ET MAÇONNERIES ...	
9. IMPLANTATION ET NIVELLEMENT	
10. DÉCHARGEMENT - MONTAGE DES MATÉRIAUX	
11. PROTECTION DES OUVRAGES ET ASSURANCES CONTRE LE VOL	
12. NIVEAU D'ARASE DES SOLS	
13. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)	
14. ÉCHANTILLONS	
15. SUPPORTS	
16. ESSAIS ACOUSTIQUES	
17. CONTRÔLEUR TECHNIQUE	
18 GARANTIES DECENNALES ET BIENNALES	
19 NETTOYAGE	
19.1 NETTOYAGE GENERAL DE CHANTIER	
19.2 NETTOYAGE DE LIVRAISON AVANT RECEPTION	
20 AMENAGEMENT ET ORGANISATION DE CHANTIER	
20.1 GENERALITES.....	
20.2 INSTALLATION DE CHANTIER	
20.3 INSTALLATIONS COLLECTIVES	
20.4 INSTALLATIONS DE SECURITE ET D'HYGIENE COLLECTIVE	
20.5 PANNEAU DE CHANTIER	
20.6 ALIMENTATION EN ELECTRICITE DU CHANTIER	
20.7 ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER	
20.8 EVACUATIONS PROVISOIRES DU CHANTIER	
20.9 CLOTURE PROVISOIRE DU CHANTIER	
20.10 SIGNALISATION ET PROTECTION	
20.11 VOIRIE CHANTIER	
21 DOCUMENTS DE CHANTIER	
22 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	
23 PLANNING	
24 COMPTE PRORATA	

LOT 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

1 INDICATIONS GÉNÉRALES

Tous les Entrepreneurs sont tenus de prendre connaissance de l'ensemble du présent descriptif. Sauf spécifications contraires, tous les ouvrages y étant décrits, s'entendent en fourniture et pose. Ce document a pour but de faire connaître le programme général des travaux et le mode de bâtir. Il est expressément spécifié que ce descriptif n'a pas de caractère limitatif et que, par suite, il devra être prévu, par chaque corps d'état, tous les travaux indispensables pour assurer le parfait achèvement des ouvrages faisant l'objet du projet, et ce, conformément aux règles de l'art.

2 RENSEIGNEMENTS

Toutes les entreprises pourront prendre, auprès du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre ou du Bureau de Contrôle, tous les renseignements qui leur seraient nécessaires :

- pour l'établissement de leur offre.
- pour assurer une parfaite exécution des travaux.

3 ÉTUDES D'EXÉCUTION

Les Etudes d'Exécution des ouvrages sont à la charge de l'entreprises. Ceci concerne les ouvrages pour lesquels des plans d'exécution détaillés sont indispensables, à savoir :

- Gros œuvre
- Charpente couverture
- Menuiseries extérieures
- Menuiseries intérieures
- Plomberie sanitaires ventilation
- Electricité
- vrd

Les notes de calculs et plans seront établis par un bureau d'études spécialisé.

Les plans, notes de calcul, détails d'exécution seront présentés au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle dans les délais contractuels et à défaut 30 jours avant commande, début de fabrication ou d'exécution des ouvrages concernés par le lot.

4 PRÉSENTATION DE L'OFFRE

L'entreprise devra faire apparaître un montant séparé pour la solution de base et les options ; les variantes libres ne sont pas autorisées.

L'entrepreneur est tenu d'établir son offre de prix après avoir visité les lieux et pris connaissance de l'ensemble des informations consignées dans le DCE. Il pourra également prendre directement contact avec l'architecte, si nécessaire.

Le devis doit se conformer à la numérotation donnée dans le CCTP.

Tout poste de description absent, ou toute décomposition de poste de description, jugés nécessaires par l'entreprise, devra être rajouté en fin de devis dans une rubrique Complément de décomposition. Ces rajouts seront soigneusement examinés et pris en compte lors de l'analyse comparative des prix, dans le cadre de la mise en concurrence, afin d'éviter toute pénalisation des entreprises qui les auront proposés.

L'entrepreneur signalera en outre toutes anomalies dans un délai suffisant avant la remise de prix, afin que la Maîtrise d'œuvre puisse apporter tous compléments d'information.

L'entreprise pourra proposer des solutions de substitution aux prescriptions du CCTP (produits du commerce, procédés standards, ...) en le précisant dans leur devis, dès lors qu'elles ne modifieraient pas de façon majeure l'esthétique du bâtiment.

5 RÉGLEMENTATION ET RÈGLES DE L'ART

Tous les travaux devront, tant en ce qui concerne la qualité des matériaux ou fournitures, leurs caractéristiques normalisées ou non, et leur mise en œuvre, que pour ce qui concerne la disposition de chacun des éléments du projet, répondre en tous points aux spécifications :

- du présent document et annexes,
- du Cahier des Clauses et Conditions Générales (C.C.C.G.),
- du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

Tous les ouvrages devront être conformes aux exigences des textes traitant de la construction en vigueur à la remise des offres et rappelés ci-après :

5.1 TEXTES LÉGISLATIFS :

- les Lois,
- le Code de l'Urbanisme et de l'Habitation,
- le Code Civil,
- le Code du Travail.
- le Code des marchés publics.

5.2. TEXTES RÉGLEMENTAIRES :

- les Décrets,
- les Arrêtés Ministériels,
- les Arrêtés Interministériels,
- les Arrêtés Préfectoraux,
- les Arrêtés Municipaux,
- les Circulaires,
- le Règlement Sanitaire Départemental.

5.3. RÈGLES TECHNIQUES :

- Normes françaises AFNOR et U.T.E.,
- Documents techniques unifiés (D.T.U.), Cahier des Clauses Techniques et DTU règles de calcul,
- Les DTU non révisés retirés de la liste officielle pourront servir de référence,
- Les règles ou recommandations professionnelles,
- Les règles ou recommandations des fabricants acceptés par la Commission Technique des Polices individuelles de base en tenant compte des restrictions apportées à cette dernière,
- L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipement non traditionnels est subordonné à l'existence d'un avis technique favorable en vigueur délivré en application de l'arrêté du 02 décembre 1969
- et leur Cahiers des Charges de mise en œuvre (pour les matériaux non traditionnels),
- Les avis techniques en cours de validation (pour les matériaux non traditionnels).

5.4. AUTRES DOCUMENTS :

- Le rapport initial de contrôle technique
- l'avis de la sous-commission de sécurité
- l'étude de sol
- le PGC SPS

L'entreprise devra s'assurer que leurs ouvrages sont bien conformes aux prescriptions de ces textes et, éventuellement, proposer au Maître d'œuvre, toutes suggestions permettant de s'y conformer.

Tous les matériaux non traditionnels employés devront avoir fait l'objet d'un avis technique accepté par la Commission Technique de la Section Construction.

Le devis descriptif se bornant à faire une simple description des ouvrages, une insuffisance d'indications ne saurait justifier l'inobservation des prescriptions des documents cités ci-dessus.

6 ESSAIS ET CONTRÔLE TECHNIQUE DE L'OUVRAGE

L'entreprise aura à sa charge les essais effectués sur les matériaux et fournitures. Ces essais seront réalisés par un laboratoire spécialisé, choisi en accord avec le Bureau de Contrôle.

- Essais sur béton armé,
- Essais sur briques creuses conformément à la norme NFP 13.301,
- Essais sur blocs de béton conformément aux normes NFP 14-301 : aggloméré bloc en béton de granulats courants pour mur et cloison et NFP 14-305 : agglomérés entrevous en béton de granulats courants et légers pour plancher à poutrelle préfabriquées
- Essais sur menuiseries extérieures conformément aux normes NFP 20.501 et NFP 20.302, NFP 24-301
- Toutes les analyses que pourraient exiger le Maître d'œuvre et le Bureau de Contrôle.

Les essais seront portés sur les matériaux et fournitures décrits ci-dessus, ainsi que sur tous ceux qui seront demandés par le Bureau de Contrôle.

7 VÉRIFICATION DES COTES

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les dessins. L'entrepreneur devra s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses prévues aux plans et au présent devis ; dans le cas de doute, il en référera immédiatement au Maître d'œuvre.

L'entrepreneur ne pourra, de lui-même, modifier quoi que ce soit au projet du Maître d'œuvre, mais il devra signaler tout changement qu'il croirait utile d'y apporter.

Il provoquera tous renseignements complémentaires sur tout ce qui leur semblerait douteux ou incomplet, et il devra compléter, si besoin est, dans les moindres détails, les plans remis avec le présent document.

Faute de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature que cela pourrait entraîner.

L'entreprise assurera la mise au point et la fourniture des plans et dessins d'exécution.

Elle s'engage à exécuter les travaux complets, tous les calfeutrements, liaisons entre ouvrages, étant réalisés sans hiatus.

8 RÉSERVATIONS DES TROUS, DES SCELLEMENTS ET RACCORDS DANS LES BÉTONS ET MAÇONNERIES

L'Entreprise aura à sa charge la réservation des trous, trémies, etc... dans tous les bétons et maçonneries nécessaires, ainsi que toutes les feuillures éventuelles.

De même, tous les trous nécessaires aux ventilations statiques ou mécaniques sont à la charge de l'entreprise.

9 - IMPLANTATION ET NIVELLEMENT

Le sol fini du rez-de-chaussée sera fixé d'après le bâtiment existant.

Le niveau fini du plancher bas du rez-de-chaussée servira de référence. L'entrepreneur devra obligatoirement à ses frais faire dresser sur le terrain à plusieurs emplacements choisis par le Maître d'œuvre une cote d'altitude de repère N.G.F.

Des points seront placés à 1 mètre au dessus des sols finis à tous les niveaux du bâtiment. Ils seront utilisés pour les tracés des traits de niveau.

L'entrepreneur devra également l'implantation du bâtiment et la matérialisation par les piquets et chaises nécessaires à la détermination du contour des ouvrages.

Les repères de nivellement et d'implantation seront obligatoirement établis suivant les axes d'implantation mis en place par un géomètre, aux frais de l'entreprise.

Le géomètre établira un plan précis des ouvrages de repérage qui sera communiqué au Maître d'œuvre.

Le plan d'implantation devra être approuvé par le Maître d'œuvre avant le commencement des travaux.

Le trait de niveau sera tracé et entretenu par l'Entrepreneur .

Il sera reporté ou tracé, autant de fois qu'il sera nécessaire, jusqu'à la fin du chantier, sans que l'Entrepreneur puisse prétendre à une indemnité de la valeur de ce travail.

Spécialement après exécution de la plâtrerie, le trait de niveau sera tracé à nouveau.

En outre, l'Entrepreneur sera tenu de matérialiser de façon définitive des points de niveau répartis sur l'ensemble du chantier (bornes ou repères sur bâtiments).

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou voisinage des travaux à exécuter et dont l'entrepreneur a reçu du Maître d'œuvre toute information nécessaire sur leur nature et leur position, ainsi que suite à la demande de renseignement (DR) obligatoire, sera effectué dans les mêmes conditions que ci-dessus.

NOTA : la démolition du mur pignon entre existant et extension sera réalisée en fin de chantier afin de permettre l'utilisation des locaux existants lors de la construction de l'extension ; compris toutes sujétions liées au phasage des travaux.

10 DÉCHARGEMENT - MONTAGE DES MATÉRIAUX

L'entrepreneur fera son affaire personnelle de tout déchargement, manutention et montage de ses matériaux, matériels et ouvrages fabriqués.

11 PROTECTION DES OUVRAGES ET ASSURANCES CONTRE LE VOL

L'Entrepreneur devra assurer la fermeture du chantier par barrières type HERAS ou équivalent pendant la durée totale du chantier (voir plan de masse), avec portail fermant à cadenas à clef sur la rue.

L'entreprise sera responsable de ses matériaux et matériels jusqu'à la réception quels que soient les préjudices.

12 NIVEAU D'ARASE DES SOLS

L'arase brute des éléments en béton armé sera arrêtée aux cotes suivantes par rapport aux niveaux des sols finis indiqués aux plans, en fonction des revêtements de sols indiqués ci-dessous :

- carrelage sur chape : - 0,07 m. (7 centimètres).

13 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

En fin de chantier, lors de la réception des travaux, l'entrepreneur est tenu, en ce qui le concerne de fournir au Maître d'œuvre, pour transmission au Maître d'ouvrage, les dossiers de récolement complets incluant notamment les plans des réseaux enterrés et plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés, et les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre. Il y

joindra un dossier fournissant tous les renseignements techniques intéressant les diverses fournitures, et plus particulièrement les notices de fonctionnement, les notices d'entretien, les schémas d'installations, les numéros d'appel téléphonique pour dépannage pendant la période de garantie, les différents certificats de garantie, etc...

Ce dossier sera fourni en 3 exemplaires. Les documents faisant partie du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage seront également fournis au coordonnateur SPS à sa demande, en 3 exemplaires.

14 ÉCHANTILLONS

L'entrepreneur devra obligatoirement déposer chez le Maître d'œuvre ou chez le Maître de l'ouvrage, à leur demande, ou en tout autre lieu du chantier qui leur sera désigné, les échantillons, modèles ou spécimens de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être utilisés pour l'exécution de leur marché et ceci dans les deux mois suivant la signature du marché.

15 SUPPORTS

Sans objet

16 ESSAIS ACOUSTIQUES

Sans objet

17 CONTRÔLEUR TECHNIQUE

L'Entrepreneur est tenu de soumettre au Contrôleur Technique, avant exécution, ses plans, études et calculs, et de se conformer pendant l'exécution des travaux aux observations ou recommandations de celui-ci.

L'Entrepreneur est tenu de laisser à tout moment les représentants du Contrôleur Technique pénétrer sur le chantier et le visiter et leur permettre tout contrôle, prélèvement d'échantillons, examen de plans, etc..

18 GARANTIES DECENNALES ET BIENNALES

L'entrepreneur s'engage formellement à exécuter les travaux objets de son marché conformément à la réglementation en vigueur.

En application des articles 1792-6, 1792-3 et 2270 du Code Civil, reproduits respectivement aux Articles L. 111-18, L. 111-19 et L. 111-20 du code de la construction et de l'habitation, la date de réception des travaux marque le point de départ du délai d'un an de la garantie de parfait achèvement, du délai minimum de deux ans de la garantie de bon fonctionnement des éléments dissociables de l'ouvrage et du délai décennal de la responsabilité des constructeurs.

19 NETTOYAGE

L'entreprise devra veiller à l'état de propreté permanent du chantier et de ses abords, et assurera l'évacuation de ses propres déchets et gravats.

Le nettoyage sera réalisé autant de fois que nécessaire et au moins une fois par semaine.

19.1 NETTOYAGE GENERAL DE CHANTIER

Gestion à la charge de l'entreprise.

19.2 NETTOYAGE DE LIVRAISON AVANT RECEPTION

A la charge de l'entreprise./ voir paragraphe peintures

20 AMENAGEMENT ET ORGANISATION DE CHANTIER

20.1 GENERALITES

Avant toute amenée de matériel sur le chantier, l'entrepreneur devra soumettre au Maître d'œuvre le plan des installations qu'il envisage de mettre en œuvre sur le terrain, pendant la durée des travaux. Ce document devra tenir compte des aires disponibles, des plantations existantes à conserver et à protéger efficacement contre les heurts par engins de toutes natures. La zone boisée faisant office d'accès au chantier, tous les arbres seront préservés, le cheminement des engins devant s'en adapter.

20.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER :

Le maître d'ouvrage met à disposition un bungalow de chantier à usage de vestiaires et de salle de réunion. Le lot gros oeuvre assurera le raccordement électrique du bungalow, les consommations étant imputées au compte prorata.

20.3 INSTALLATIONS COLLECTIVES

L'entreprise installera, pendant toute la durée du chantier, un sanitaire de chantier raccordé sur le réseau.

20.4 INSTALLATIONS DE SECURITE ET D'HYGIENE COLLECTIVE

L'entreprise chiffrera la mise en place d'un sanitaire de chantier et son raccordement sur le réseau EU, pendant toute la durée du chantier.

20.5 PANNEAU DE CHANTIER

A un emplacement désigné par le Maître d'œuvre, il sera fourni et installé un panneau d'affichage réglementaire, dimension 2.00 x 1.50m suivant détail qui sera fourni par le Maître d'œuvre. Sur ce panneau seront portés notamment :

- la nature de l'opération,
- le numéro du permis de construire,
- le nom du Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, BET, Coordonnateur SPS ainsi que le noms et adresses des entreprises participant à la réalisation du projet,
- la surface du terrain,
- la surface du plancher à construire,
- les hauteurs du bâtiment.

20.5.1 STRUCTURES

Panneau proprement dit comportant une ossature avec poteaux et des lames horizontales de largeur suffisante et en nombre suffisant pour pouvoir porter les inscriptions réglementaires (la prestation comprendra la fourniture, la pose, la dépose et l'enlèvement en fin de chantier).

20.5.2 FINITIONS

Peinture générale de protection et inscriptions.

20.6 ALIMENTATION EN ELECTRICITE DU CHANTIER

Demande de branchement, mise en place du compteur à la charge du lot Gros-œuvre,
Réseau provisoire réalisé par le lot électricité

Voir P.G.C.S.P.S.

20.7 ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER

Demande de branchement, réalisation de l'installation à la charge du lot Gros-œuvre. Voir P.G.C.S.P.S.

20.8 EVACUATIONS PROVISOIRES DU CHANTIER

L'évacuation provisoire des eaux pluviales reçues par le bâtiment sera réalisée, si cela est nécessaire, et dès la mise hors d'eau, par l'entrepreneur.

20.9 CLOTURE PROVISOIRE DU CHANTIER

Fourniture et pose de clôture heras grillagée à la charge de l'entreprise.

20.10 SIGNALISATION ET PROTECTION : suivant réglementation

20.11 VOIRIE - CHANTIER :

Avant de remettre son offre, l'entreprise visitera le site et prévoira, le cas échéant, dans son offre la réalisation d'une plateforme de chantier, si nécessaire à la réalisation de la construction.

21 DOCUMENTS DE CHANTIER

Sans objet

22 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Le présent chantier est soumis à PGC en matière de S.P.S.

L'entreprise devra tenir compte dans leur offre des prescriptions prévues dans le Plan Général de Coordination de Sécurité.

L'Entrepreneur est tenu de laisser à tout moment le coordonnateur sécurité pénétrer sur le chantier, le visiter et lui permettre tout contrôle.

Il devra scrupuleusement respecter les instructions contenues dans le PGCSPPS et les observations qui pourraient être faites et notées dans le Registre Journal.

23 - PLANNING

Les études et chantier de la présente opération se dérouleront sur 23 semaines comprenant 4 semaines de période de préparation et 19 semaines de travaux.

24 - COMPTE PRORATA

Seront compté au compte prorata :

. les frais d'appel téléphoniques

. les frais de chauffage et d'éclairage des installations de chantier pendant toute la durée du chantier jusqu'à la réception.

Ne seront pas imputés au compte prorata les vols, casses et autres détériorations qui devront être prises en charge individuellement par chaque entreprise, à défaut de responsable connu.

En complément des prescriptions des cahiers des charges, les dépenses et frais occasionnés par les travaux, ouvrages et prestations visés ci-après seront imputés au compte prorata .

Le compte prorata sera géré par le lot gros œuvre et deux entreprises de second œuvre désignées en accord avec les autres.

L'entrepreneur du lot gros œuvre aura à sa charge l'enlèvement et le transport des gravois provenant de ses propres travaux.

Les entrepreneurs des autres corps d'état devront le nettoyage des locaux, la descente de leurs gravois et la mise en dépôt en un lieu accessible au chargement. Les gravois seront alors enlevés par l'entreprise de gros œuvre et les dépenses réparties au compte prorata.

Ces opérations de nettoyage, descente, sortie et enlèvement aux décharges des gravois devront être répétées autant de fois qu'il sera nécessaire pour que le chantier soit toujours en état de propreté. Il en sera toujours de même pour tous emballages, conditionnement etc.

En complément des dispositions susvisées concernant l'enlèvement des gravois, l'entrepreneur du lot gros œuvre aura la charge de procéder au nettoyage des locaux, et cela aussi souvent que nécessaire. Les frais entraînés par ces nettoyages seront imputés au compte prorata.